

LES INVESTISSEMENTS : AU CŒUR DES STRATÉGIES DE CROISSANCE DES ENTREPRISES BIOALIMENTAIRES

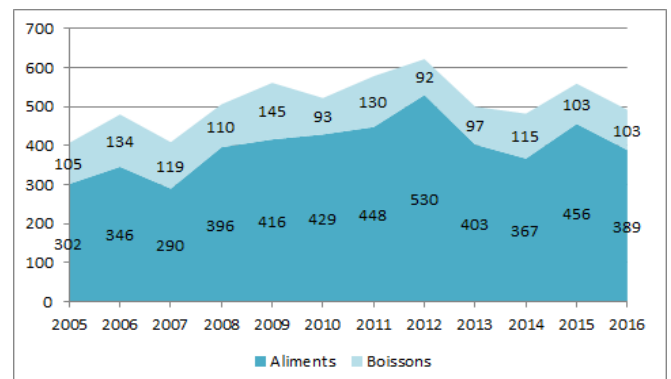
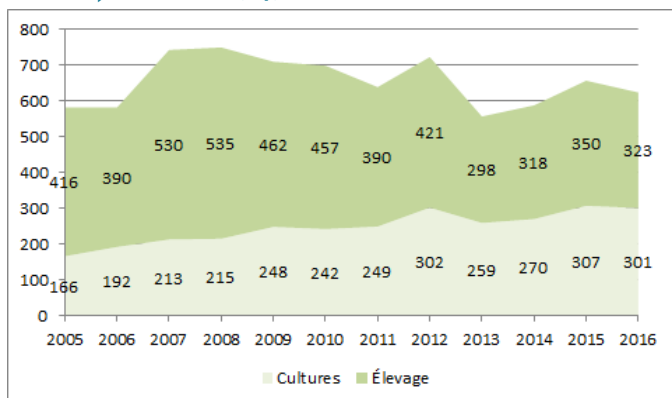
Dans l'ensemble, les investissements en agriculture et en transformation alimentaire au Québec ont vu leur importance diminuer en comparaison des autres provinces canadiennes entre 2005 et 2016. Cela n'a pas empêché ces secteurs d'améliorer leurs positions concurrentielles sur les marchés canadiens et internationaux durant cette période, grâce aux stratégies de croissance de plusieurs entreprises agricoles et de transformation alimentaire du Québec. Cela montre que le savoir-faire des entreprises dans la gestion des investissements importe autant, sinon plus, que les montants investis.

L'INVESTISSEMENT AGRICOLE : UNE ÉVOLUTION INFLUENCÉE PAR LA BONNE TENUE DES PRIX DES GRAINS¹

Les investissements agricoles au Québec ont été de l'ordre de 550 M\$ à 650 M\$ par année depuis 2013, comparativement à plus de 700 M\$ à la fin des années 2000. Comme illustré à la figure 1, ce ralentissement provient des secteurs de la production animale, où les investissements sont passés de 535 M\$ en 2008 à 323 M\$ en 2016. Cette baisse s'est amorcée alors que les éleveurs traversaient une conjoncture de marché moins favorable. En effet, au commencement des années 2010, les prix mondiaux des grains ont connu une flambée momentanée, ce qui a eu un effet sur les coûts de l'alimentation des animaux. De plus, les prix de vente étaient peu favorables aux éleveurs de bovins et de porcs au début des années 2010, alors que le dollar canadien était à parité avec la devise américaine.

En ce qui concerne les investissements dans les secteurs des cultures, ils se sont élevés à un nouveau palier à compter de 2009, soit peu après un relèvement structurel des prix mondiaux des grains et des oléagineux. Ils sont demeurés entre 240 et 310 M\$ au cours des cinq années suivantes. Entre 2005 et 2016, ils ont augmenté de 81 %. Contrairement au Québec, les investissements agricoles au Canada ont augmenté significativement, passant de 4,5 G\$ en 2007 à 5 G\$ en 2009, pour atteindre 6,3 G\$ en 2016. Cette progression s'explique principalement par les investissements dans les secteurs de la production végétale des provinces des Prairies.

FIGURE 1. INVESTISSEMENTS AGRICOLES ET EN TRANSFORMATION ALIMENTAIRE AU QUÉBEC, DE 2005 À 2016 (M\$)



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau no 031-0005; compilation du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ).

En conséquence, le stock de capital² en agriculture au Québec, qui représentait environ 18 % de celui de l'ensemble canadien en 2005, ne constitue que 14 % en 2016. En Ontario, la baisse est presque aussi élevée, le pourcentage glissant de 27 % à 24 %. Ainsi la croissance plus rapide des investissements dans les autres provinces canadiennes a fait en sorte que leur part dans le stock de capital au pays est passée de 55 % à 62 % durant cette période.

LES INVESTISSEMENTS EN TRANSFORMATION ALIMENTAIRE : DES TENDANCES CONTRASTÉES

Les investissements dans le secteur de la fabrication des aliments et des boissons au Québec ont suivi une tendance à la hausse entre 2005 et 2012, culminant à 622 M\$. Les entreprises ont moins investi dans les années subséquentes, la moyenne annuelle des investissements entre 2013 et 2016 se situant tout de même au-dessus de 500 M\$. Finalement, la croissance est de 21 % sur toute la période.

Cette augmentation est surtout attribuable au sous-secteur de la fabrication des aliments, qui représente près de 80 % des sommes investies en 2016. Dans la fabrication des boissons et du tabac au Québec, les investissements sont très volatils. En 2016 (103 M\$), ils sont très similaires à ceux de 2005 (105 M\$).

La situation est un peu différente dans les autres provinces canadiennes et en Ontario, où les sommets se situent respectivement en 2015 (1,05 G\$) et en 2014 (1,08 G\$). Là aussi, les investissements varient beaucoup d'une année à l'autre. Sur la période, les investissements ont baissé de 2 % en Ontario, alors qu'ils ont augmenté de 53 % dans le reste du Canada.

En fin de compte, le Québec et l'Ontario n'ont pas réussi à conserver leurs parts du stock de capital canadien dans le secteur de la fabrication des aliments et des boissons. Le poids du Québec se situe à 21,5 % en 2016, soit 2 points de pourcentage de moins qu'en 2005. La part de l'Ontario descend de 42,5 % à 37,5 %. Le gain est particulièrement important dans le reste du Canada, dont la part progresse de 34 % à 41 %.

¹ Pour plus de détails, voir : « Les investissements et la compétitivité de l'industrie bioalimentaire », *Bioclips+*, vol. 19, n° 2, octobre 2018.

² Lien entre les investissements et le stock de capital : stock de capital au début de l'année + investissements - amortissement = stock à la fin de l'année.

LES STRATÉGIES DES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES BIOALIMENTAIRES ONT PERMIS D'AMÉLIORER LEUR POUVOIR CONCURRENTIEL

Plusieurs entreprises agricoles et de transformation alimentaire ont mis en place des stratégies de croissance maximisant les effets des investissements sur la production entre 2005 et 2016. Ainsi, bien que la valeur totale des investissements soit moins importante au Québec, plusieurs secteurs ont amélioré leurs positions concurrentielles. On peut le constater d'abord sur le marché canadien, où elles ressortent gagnantes dans plusieurs domaines, comme l'illustre le tableau 1. Par exemple, la fabrication de sucre et de confiseries a augmenté sa part dans les livraisons canadiennes de 15 points sur cette période.

La mise en conserve des fruits et légumes et la fabrication de spécialités alimentaires se sont aussi développées de façon marquée, passant d'une proportion de 16 % de la production canadienne, en 2005, à 30 %, en 2016. Le développement de Bonduelle (Artic Garden) au Québec, du milieu des années 2000 jusqu'à aujourd'hui, a contribué à cette croissance.

L'autre secteur en forte progression est la fabrication des boissons et du tabac, où la proportion du Québec par rapport au Canada a augmenté de 27 % à 33 % durant cette période. C'est en grande partie grâce à l'accroissement de la production de boissons gazeuses, comme Coca-Cola et Pepsi-Cola, et de produits du tabac (Rothmans Benson & Hedges, Macdonald).

Le secteur des produits laitiers du Québec, qui occupait déjà une part importante de la fabrication de produits laitiers au Canada, a vu sa part augmenter de 3 points, pour atteindre 39 % des livraisons canadiennes. Agropur, Saputo et Parmalat sont les principales entreprises de ce secteur.

Le seul changement négatif majeur au Québec concerne le secteur des boulangeries et de la fabrication de tortillas, dont la part du marché canadien baisse de 5 points.

TABLEAU 1. VARIATION DE LA PART DU QUÉBEC DANS LE CANADA POUR DIFFÉRENTS SECTEURS EN MATIÈRE DE RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLES ET DE LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES, ENTRE 2005 ET 2016

Secteurs d'activité	Variation de la part de marché (en points de pourcentage)	À partir des
Sucre-confiseries	+ 15	Livraisons
Mise en conserve	+ 14	Livraisons
Boissons et tabac	+ 6	Livraisons
Produits laitiers	+ 3	Livraisons
Autres aliments	+ 3	Livraisons
Mouture (1)	+ 1	Livraisons
Produits de viande	+ 1	Livraisons
Poissons (1)	0	Livraisons
Élevage	0	Recettes
Aliments pour animaux	- 1	Livraisons
Cultures	- 1	Recettes
Boulangeries	- 5	Livraisons

(1) Estimation

Sur les marchés internationaux, la situation est aussi très favorable pour plusieurs produits, comme l'indique le tableau 2. On remarque en premier lieu que les entreprises québécoises qui exportent des produits du cacao ont amélioré leur avantage concurrentiel³. Elles sont ainsi de plus en plus compétitives sur ces marchés. L'implantation de Barry Callebaut et de Sucre Lantic au Québec n'est sûrement pas étrangère à cette réalité et peut expliquer pourquoi le secteur de la fabrication québécoise de sucre et de confiseries est devenu dominant, avec 40 % des livraisons canadiennes.

³ L'avantage concurrentiel se définit comme suit : « on considère qu'un pays possède un avantage comparatif, pour un produit donné, par rapport à d'autres pays si les exportations de ce produit représentent une part de ses exportations totales dans cette catégorie de produits qui est supérieure à sa part correspondante dans le flux des échanges internationaux ».

Bien que la fabrication de produits de viande au Québec ne représente que 23 % de celle du Canada, l'abattage et la transformation de la viande de porc se concentrent particulièrement au Québec avec les entreprises comme Olymel, Agromex, Atrahan et Du Breton. Elles ont, entre autres, acquis une force concurrentielle sur les marchés internationaux, avec un avantage concurrentiel élevé pour les viandes et abats comestibles et pour les préparations de viande.

TABLEAU 2. AVANTAGE CONCURRENTIEL DU QUÉBEC POUR CERTAINS PRODUITS ALIMENTAIRES EN 2016

Produits	Avantage concurrentiel
Cacao et ses préparations	+++
Viandes et abats comestibles	++
Oléagineux	++
Animaux vivants	++
Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires	+
Sucres et sucreries	+
Autres préparations alimentaires diverses	+
Préparations de viande, de poissons ou de crustacés	+
Produits de minoterie (malt, amidons et féculés)	-
Café, thé, maté et épices	-
Préparations à base de céréales, de farines et d'amidons	--
Poissons et fruits de mer	--
Céréales	--
Gommes, résines et autres sucs et extraits végétaux	--
Préparations de légumes et de fruits ¹	--

+++ Très, très compétitif ++ Très compétitif + Compétitif
- Peu compétitif -- Très peu compétitif

1— Préparation : il s'agit d'un mélange d'aliments.

Sources : Global Trade Atlas, United Nations Comtrade Database; compilation du MAPAQ.

L'avantage concurrentiel dans les produits de sucres et de sucreries est relié, d'une part, aux fabricants de ce secteur, et, d'autre part, à l'exportation des produits de l'érable, qui s'est accrue considérablement sur la période.

En regroupant tous les produits du tableau pour lesquels l'avantage concurrentiel est compétitif ou plus (cases colorées en vert), on constate que les entreprises bioalimentaires du Québec ont un avantage, par rapport à la concurrence internationale, pour environ 70 % de la valeur des produits bioalimentaires exportés.

COMPÉTITIVITÉ ET INVESTISSEMENTS JUSQU'EN 2025

Il est souhaitable que les entreprises québécoises poursuivent sur cette lancée en maintenant une gestion performante de leurs investissements dans les années à venir. Pour les aider, il faudra compter sur une évolution opportune d'autres facteurs de croissance. Les principaux sont le taux de change, notamment entre le Canada et les États-Unis, les accords commerciaux et les conditions de marchés (prix, relations commerciales, volatilité...), autant en amont qu'en aval.

La projection des montants investis jusqu'en 2025 par les agriculteurs au Québec est 8 G\$, pour une moyenne d'environ 800 M\$ par an. C'est environ 1,3 G\$ de plus qu'entre 2006 et 2015. Pour les transformateurs, les investissements dépasseront les 6,8 G\$, comparativement à 5,2 G\$ de 2006 et 2015.